



La conclusion par une entreprise toulousaine d'une négociation pénale transnationale

Hélène Christodoulou

► To cite this version:

Hélène Christodoulou. La conclusion par une entreprise toulousaine d'une négociation pénale transnationale. Annales de l'institut de criminologie et de sciences pénales Roger Merle, Presses de l'université de Toulouse 1 capitole, pp.33-41, 2022, 9782361702632. <hal-03877748>

HAL Id: hal-03877748

<https://hal.science/hal-03877748v1>

Submitted on 29 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

**TOULOUSE
CAPITOLE**
Publications



« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

La conclusion par une entreprise toulousaine d'une négociation pénale transnationale

Mme HELENE CHRISTODOULOU

Maître de conférences

Institut de Recherche en Droit Européen, International et Comparé (IRDEIC)

Université Toulouse 1 Capitole

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

La conclusion par une entreprise toulousaine d'une négociation pénale transnationale

Hélène Christodoulou
Maître de conférences

Si le droit français ne connaissait pas avant les années quatre-vingt¹ les alternatives aux poursuites, au fil du temps la tendance s'est inversée, sous l'influence du droit anglo-saxon, faisant de cette réponse pénale, le choix privilégié du procureur pour faire face à la commission d'une infraction. Depuis la loi Sapin II², elle demeure possible, sous certaines conditions, tant à l'égard des personnes physiques que morales. L'exemple de la convention judiciaire d'intérêt public conclue entre le procureur national financier et l'entreprise toulousaine Airbus³ en est une illustration⁴. Elle est d'autant plus significative en ce qu'elle met en lumière une négociation d'un nouveau genre dans un contexte mondialisé.

Entre 2004 et 2016, le groupe Airbus a noué des relations commerciales avec des sociétés aériennes de multiples pays. À cette fin, il a eu recours à de nombreux intermédiaires commerciaux. Si la liste de ces derniers avait été transmise à une agence de crédit-export britannique, elle apparaissait, en réalité, incomplète et présentait d'importantes irrégularités⁵. Ainsi, Airbus a d'abord gelé progressivement le paiement de toutes les sommes dues à ces agents, pour ensuite diligenter les premières vérifications sur ces faits. L'autorité de poursuite britannique, le *Serious Fraud Office* - ayant pour rôle d'enquêter et de poursuivre essentiellement contre les fraudes graves, complexes et la corruption - a été la première informée de l'existence de ces anomalies. En suivant, le parquet national financier en a pris connaissance et, à son tour, a ouvert une enquête préliminaire des chefs de corruption d'agent public étranger, d'abus de biens sociaux, d'abus de confiance, d'escroqueries commises en bande organisée, de blanchiment de ces délits et de faux et d'usage de faux. Enfin, le *Department of Justice* et le *Department of State* américains se sont eux aussi saisis de l'affaire. Plusieurs enquêtes étaient donc ouvertes pour les éventuelles infractions financières commises par le groupe Airbus. Dès lors, une coopération active a été mise en œuvre entre ces différentes

¹ Avec la médiation pénale prévue à l'article 41-1 CPP depuis la loi du 2 fevr. 1986 et plus tard la composition pénale prévue à l'article 41-2 CPP avec la loi du 24 juin 1999.

² Loi n° 2016-1691 du 9 déc. 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (ci-après loi Sapin II).

³ La société-mère, Airbus SE, a son siège social situé à Leyde, aux Pays-Bas, et son siège opérationnel fixé à Blagnac.

⁴ Convention judiciaire d'intérêt public, 29 janv. 2020, Ref. PNF 16 159 000 839 (ci-après « la convention »).

⁵ § 35 de la Convention.

autorités de poursuite. À l'issue des investigations, l'entreprise a conclu le 29 janvier 2020 : d'une part, des *deferred prosecution agreements* avec le *Department of justice* américain⁶ et le *Serious Fraud office* britannique et d'autre part, une convention judiciaire d'intérêt public avec le Parquet national financier⁷. Autrement dit, pour les mêmes faits trois alternatives aux poursuites⁸, par des autorités de poursuite de diverses nationalités ont été mises en œuvre de manière concertée.

Dans un monde où les frontières deviennent poreuses, le droit pénal doit s'extirper de son territoire afin d'endiguer la délinquance transnationale. Cette situation donne lieu à des phénomènes inédits, méritant l'attention, à l'image de la négociation concomitante conclue entre les autorités de poursuite britanniques, américaines et françaises et le groupe Airbus.

Dans ce contexte, impliquant plusieurs systèmes légaux, les autorités de poursuite nationales ont dû à la fois coopérer dans le cadre d'une enquête pénale transnationale (I) et se coordonner quant aux sanctions envisagées (II).

I/ La coopération dans le cadre d'une enquête pénale transnationale

Une coopération mutuelle est apparue à la fois entre les autorités de poursuite, mais également d'Airbus à leurs égards (**A**) ; sans elle, les négociations concomitantes n'auraient jamais pu aboutir (**B**).

A : L'enquête transnationale menée par les autorités de poursuite et Airbus

La conclusion, le même jour, de diverses négociations pénales transnationales entre les autorités de poursuite et Airbus est le fruit de longs mois de coopération⁹. Si la situation demeure atypique, des instruments classiques de coopération judiciaire ont été utilisés à l'image de la constitution d'une équipe commune d'enquête entre le *Serious Fraud office* et le Parquet

⁶ Parallèlement un *consent agreement* avec le *Department of State*, exclusivement pour les manquements civils, a été conclu.

⁷ Airbus, « Airbus conclut des accords avec les autorités françaises, britanniques et américaines », Press release, 31 janv. 2020.

⁸ Le *consent agreement* étant de nature civile, il ne peut revêtir l'appellation d'alternatives aux poursuites.

⁹ Le terme de « coopération », pouvant se définir comme l'action de participer à une œuvre ou à une action commune, demeure employé au sein même de la Convention, §34.

national financier¹⁰, dès le 30 janvier 2017. Cette dernière, en dépassant les considérations souverainistes, a permis aux autorités compétentes de ces deux États d'intervenir mutuellement sur leur territoire respectif. Concrètement, l'équipe commune d'enquête avait pour objectif « de mettre en place une stratégie d'enquête coordonnée, faciliter le recueil des preuves et l'analyse technique des données, assurer le partage des informations pertinentes entre les autorités de poursuites »¹¹. Les priorités d'enquête entre les autorités de poursuite britannique et française ont été, en outre, géographiquement réparties¹². De nombreux éléments ont d'ailleurs été recueillis par le parquet national financier puis partagés avec les autorités de poursuite britanniques, sans perdre de vue la loi relative à la communication de documents et renseignements d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique à des personnes physiques ou morales étrangères¹³. De même, le *Serious Fraud office* a corrélativement transmis d'importants éléments de preuve. De manière plus résiduelle, le Département de la justice des États-Unis (DOJ) et le Département d'État américain (DoS)¹⁴, a ouvert sa propre enquête concernant les pratiques de corruption à l'étranger¹⁵ ou encore l'exportation de biens sensibles¹⁶, donnant lieu, une nouvelle fois, à des échanges d'informations.

Pour autant, l'enquête n'aurait pas été aussi fructueuse sans la participation de la personne morale suspectée¹⁷, ce qui pose des interrogations quant au droit de se taire et plus largement à la présomption d'innocence¹⁸. En effet, dans le cadre de l'enquête interne qu'Airbus a menée, de nombreux documents, plus de 30,5 millions¹⁹, ont été remis aux diverses autorités de poursuite. À cette fin, des actes d'enquête de nature privée ont été réalisés par plusieurs cabinets d'avocats, comme des auditions de salariés, de consultants, d'intermédiaires commerciaux et

¹⁰ Les équipes communes d'enquête trouvent leur fondement à l'article 13 de la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale, signée à Bruxelles, le 29 mai 2000 entre les États membres de l'Union Européenne, repris par la décision-cadre du 13 juin 2002.

¹¹ §39 de la Convention.

¹² Le PNF a plus particulièrement concentré ses investigations sur la conduite d'Airbus et/ ou de ses divisions ou filiales dans les pays suivants : Émirats Arabes Unis, Chine, Corée du Sud, Népal, Inde, Taïwan, Russie, Arabie Saoudite, Vietnam, Japon Turquie, Mexique, Thaïlande, Brésil, Koweït, Colombie. Le SFO, quant à lui, a concentré ses investigations sur la conduite d'Airbus et/ ou de ses divisions ou filiales dans les pays suivants : Corée du Sud, Indonésie, Sri Lanka, Malaisie, Taïwan, Ghana et Mexique, §43 de la Convention.

¹³ § 45 de la Convention ; loi n° 68-678 du 26 juillet 1968 et art. 694-4 du CPP.

¹⁴ Que pour la réglementation International Traffic in Arms Regulations (ci-après ITAR).

¹⁵ Les violations de la législation Foreign Corrupt Practices Act (ci-après FCPA).

¹⁶ Règlementation ITAR.

¹⁷ § 51 et s. de la Convention.

¹⁸ A. CAPPELLO, *Droit de se taire*, Répertoire de droit pénal et de procédure pénale, juin 2021.

¹⁹ P. DUFOURQ, « Justice négociée : les enseignements de la convention judiciaire d'intérêt public Airbus », *D. actualité*, 18 fevr. 2020.

d'anciens salariés, des perquisitions et des demandes d'entraide pénale internationales²⁰. Même si spontanément Airbus n'a pas révélé au parquet national financier les faits qui ont motivé l'ouverture de son enquête interne, le groupe a apporté « une coopération exemplaire aux investigations »²¹. Actuellement, son implication se poursuit en dépit de la conclusion des différents accords dont la teneur doit être analysée²².

B : La négociation transnationale conclue concomitamment

À l'issue de l'enquête, l'autorité de poursuite se retrouve confrontée à trois options : classer sans suite, poursuivre ou mettre en œuvre une alternative aux poursuites ; c'est cette troisième hypothèse qui a été choisie par les autorités de poursuite, américaines, britanniques et françaises. Avant 2016, la France n'aurait jamais pu transiger avec une personne morale²³. C'est d'ailleurs au regard de certaines expériences étrangères²⁴, et particulièrement pour contrecarrer la pratique des autorités américaines consistant à sanctionner lourdement des entreprises françaises, avec des amendes de plusieurs centaines de millions de dollars, que la convention judiciaire d'intérêt public a été créée par la loi Sapin II²⁵. Selon le Sénat, il était préférable qu'elles « bénéficient des garanties procédurales de la justice française et que les amendes substantielles payées par les entreprises françaises le soient au Trésor public »²⁶. Pour autant, il ajoutait que l'existence et l'utilisation de ce nouveau dispositif transactionnel n'aurait pas pour effet d'empêcher les autorités américaines de poursuivre²⁷. En d'autres termes, la convention judiciaire d'intérêt public s'inspire directement du *Deferred Prosecution Agreement* et a notamment été adoptée par le législateur français afin de faire face à la recrudescence des transactions pénales américaines²⁸. Dès lors, ce n'est plus le juge, mais l'autorité de poursuite

²⁰ § 47 et s. de la Convention.

²¹ § 52 de la Convention.

²² § 53 de la Convention.

²³ La mesure a été instaurée par la loi Sapin II ; Une extension de la CJIP a été prévue aux infractions commises à l'encontre de l'environnement par la loi n° 2020-1672 du 24 dec. 2020 relative au parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée.

²⁴ Les législations des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, des Pays-Bas ou encore de la Belgique comportent de tels mécanismes transactionnels en cas de faits de corruption internationale.

²⁵ Rapport Sénat, Projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, affichait clairement les raisons de cette extension, 22 juin 2016, p. 88 ; B. GRAULLE, S. Dos SANTOS et S. HASNAOUI-DUFRENNE, « La convention judiciaire d'intérêt public – l'intérêt renouvelé de la justice transactionnelle face au durcissement annoncé de la politique pénale anticorruption », Cahiers de droit de l'entreprise, n°1, janv. 2021, dossier 6.

²⁶ *Ibidem*.

²⁷ *Ibidem*.

²⁸ K. MEHTIYEVA, « Coopération judiciaire internationale », Journal de droit international, n°2 avr. 2021, chron. 5.

qui semble détenir les armes pour répondre aux enjeux posés par la criminalité financière internationale²⁹.

L'originalité de cette affaire, où les liens avec Toulouse se distendent *in fine*, réside dans la conclusion concomitamment de plusieurs accords où la coopération a régné en maître et où les sanctions ont été parfaitement « coordonnées »³⁰. Le but était d'éviter tout risque pour les autorités étrangères d'utiliser la reconnaissance implicite des faits par la personne morale au sein de la convention judiciaire – même si cette dernière n'emporte pas déclaration de culpabilité et inscription au casier judiciaire³¹ – pour poursuivre à leurs tours.

De surcroît, quant aux personnes physiques, l'enquête demeure en cours³². Cette situation n'est pas surprenante, particulièrement en droit français, où l'engagement de la responsabilité pénale des personnes morales suppose en amont la démonstration d'une infraction, par un organe ou un représentant, commise pour son compte³³. Ainsi, cette condition légale ne semble pas devoir être écartée par la conclusion d'une convention judiciaire d'intérêt public. À ce titre, l'enquête interne menée par Airbus a identifié les personnes physiques susceptibles d'être impliquées dans les faits litigieux³⁴. Ces actes d'enquête « privés », insoumis au principe de légalité pénale et de la loyauté³⁵, pourraient donc être utilisés contre les personnes physiques dans le cadre d'une éventuelle procédure. En attendant, la personne morale a été sanctionnée par plusieurs autorités de poursuite pour les mêmes faits, mais ce cumul de sanctions n'a pas été réalisé hors de tout cadre.

III/ La coordination de la sanction transnationale

Une fois la coopération réalisée dans le cadre de l'enquête pénale, il s'agissait de coordonner les différentes sanctions. Certaines obligations ont été mises à la charge du groupe Airbus, demeurant à ce jour respectées (**B**), outre les amendes plafonnées qui lui ont été infligées par les autorités de poursuite (**A**).

²⁹ J. GOLDSZLAGIER, Aspects contemporains de l'enquête pénale financière, lexbase pénal n° 38, 20 mai 2021.

³⁰ § 165 et s. et de la Convention.

³¹ Art 41-1-2 II CPP.

³² G. DAIEFF et G. POISSONNIER, CJIP avec airbus : les derniers freins à l'autotorvélation des faits levés, *Gaz. Pal.*, 24 mars 2020, n°376p2, p. 24 et s.

³³ Art. 121-2 al. 1 CP.

³⁴ P. DUFOURQ et C. LANTA de BERARD, « Justice négociée : quel sort pour les personnes physiques », *D. actualité*, 9 sept. 2019.

³⁵ Les parties privées, contrairement aux autorités publiques, ne sont ni soumises au respect du code de procédure pénale (principe de la légalité pénale) ni au principe de la loyauté de la preuve.

A : Des amendes plafonnées

Dans l'hypothèse d'une multiplicité de juridictions compétentes pour régler une situation unique, la signature d'accords simultanés avec le groupe Airbus a été la solution choisie par les autorités américaines, britanniques et françaises. En effet, à la lumière de la convention judiciaire d'intérêt public une disposition vise explicitement la « coordination avec les sanctions prononcées par les autres autorités de poursuite »³⁶. Il ne s'agit donc pas de trois transactions pénales réalisées indépendamment les unes des autres, mais de négociations tellement étroites qu'elles ne font plus qu'une. À ce titre, le législateur français a encadré le *quantum* de l'amende : son montant « est fixé de manière proportionnée aux avantages tirés des manquements constatés, dans la limite de 30% du chiffre d'affaires moyen annuel de la société, calculé à partir des trois derniers chiffres d'affaires annuels connus à la date du constat de manquements »³⁷. Dès lors, le parquet national financier ne pouvait pas infliger une sanction financière sans tenir compte de deux éléments : d'une part, des facteurs majorants³⁸ et minorants³⁹, au regard du principe de personnalisation des peines ; d'autre part, des amendes également prononcées par les autorités de poursuite britanniques et américaines pour les mêmes faits, en considération du principe de proportionnalité des peines⁴⁰.

Les règles sont donc originales : il semblerait possible de mettre en œuvre plusieurs alternatives aux poursuites pour des faits identiques à partir du moment où les autorités se coordonnent quant aux amendes prononcées afin de respecter le principe de proportionnalité des sanctions et plus largement *ne bis in idem* en matière transactionnelle. En dehors d'un cadre européen, le texte international le protégeant demeure le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ce dernier rappelle que « nul ne peut être poursuivi ou puni en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif conformément à la loi et à la procédure pénale de chaque pays »⁴¹. À ce titre, la transaction est-elle un jugement définitif ? Si du côté du droit de l'Union européenne la réponse est claire - elle en est bien une⁴²

³⁶ Le point VI de la Convention.

³⁷ 41-1-2, 1° du CPP.

³⁸ § 157 de la Convention, comme le caractère répété des manquements sur une période de temps très longue, la qualification de corruption d'agents publics ou encore l'utilisation des fonds d'Airbus.

³⁹ § 160 de la Convention, comme la coopération du groupe Airbus, l'enquête interne qu'il a menée ou encore les mesures correctives mises en œuvre dès le premier temps de l'enquête.

⁴⁰ § 154 et s. de la Convention

⁴¹ Art. 14 § 7 du pacte international relatif aux droits civils et politiques.

⁴² CJUE, 11 févr. 2003, Procédures pénales c/ Hüseyin Gözütok et Klaus Brügge, C-187/01 et C-385/01.

- le droit international, quant à lui, apparaît silencieux⁴³, laissant cette détermination aux droits nationaux. Ainsi, la chambre criminelle considère que si les faits sont commis en France, totalement ou en partie⁴⁴, le principe *ne bis in idem* n'a pas à s'appliquer au regard de la compétence territoriale⁴⁵. Pour autant, le *quantum* global de l'amende a été plafonné au regard de la mise en œuvre d'une sorte de confusion des peines transnationale. Cette pratique se rapproche notamment du cumul autorisé des sanctions fiscales avec les peines pour les mêmes faits dès lors qu'elles sont plafonnées à l'amende maximale encourue la plus élevée⁴⁶. En d'autres termes, le cumul d'accords à propos d'un fait unique n'est admissible que s'il est proportionné. En réalité, ce traitement coordonné d'affaires de corruption était déjà apparu, en 2018, dans le cadre d'une négociation transnationale avec la Société Générale⁴⁷.

Les autorités de poursuite américaines, britanniques et françaises ont donc chacune récupéré une part de l'amende. Les chiffres sont considérables : Airbus a accepté de payer des pénalités de 3 598 millions d'euros plus les intérêts et les frais aux autorités françaises, britanniques et américaines. Concrètement les accords avec les diverses autorités sont les suivants : pour le Parquet national financier le montant s'élève à 2 083 millions d'euros⁴⁸, soit 58% du total⁴⁹, pour le *Serious fraud office* britannique, il atteint 984 millions d'euros et 526 millions d'euros pour le *Department of justice*⁵⁰. L'amende la plus importante reviendra donc au Trésor public au regard de la position géographique « privilégiée » de la France dans cette affaire et particulièrement de son rôle dans la recherche des preuves⁵¹.

⁴³ A. MIGNON COLOMBET, « Vers une reconnaissance internationale du principe *non bis in idem* », *JCP entreprise et affaires*, n° 36, 3 sept. 2015, p. 1398 et s.

⁴⁴ Art. 113-2 CPP.

⁴⁵ Cass. crim., 1er avr. 2020, n° 19-83.969 ; Cass. crim., 17 janv. 2018, n° 16-86.49, D. 2018, p. 1243, note K. Haeri et V. Munoz-Pons ; X. BOUCOBZA et Y.-M. SERINET, « La régulation des groupes internationaux de sociétés : universalité de la compliance versus contrôles nationaux », *Journal du droit international*, n°1, janv. 2019.

⁴⁶ V. sur ce point L. NARDARI, « Le cumul des sanctions », Thèse, Toulouse, 13 nov. 2020, § 575.

⁴⁷ CJIP, 24 mai 2018, réf. PNF-15 254 000 424, S. de NAVACELLE et S. dos SANTOS, « La première CJIP conclue avec le Parquet national financier en matière de corruption internationale et en accord avec le *Department of Justice étatsunien* », *RI compliance et éthiques des affaires*, *JCP E*, 2018, p. 111 et s.

⁴⁸ §182 de la Convention.

⁴⁹ L'amende due au *Serious fraud office* anglais représente 27% du total et au *Department of justice* représente 15% ; G. DAIEFF et G. POISSONNIER, CJIP avec Airbus : les derniers freins à l'autotorévélation des faits levés, *Gaz. Pal.*, 24 mars 2020, n°376p2, p. 24 et s.

⁵⁰ Airbus, « Airbus conclut des accords avec les autorités françaises, britanniques et américaines », *op. cit.*, ; Au niveau civil, 9 millions d'euros ont été payés au *Department of State*, dont la moitié pourra être utilisé par la société pour des mesures de remédiation expliquant la somme totale de 3 598 millions d'euros visait par Airbus au sein de son communiqué de presse.

⁵¹ *Ibidem.*,

Outre l'amende, des obligations ont été envisagées et il semble revenir à l'État français au travers de l'Agence française anticorruption d'en assurer le contrôle.

B : Des obligations respectées

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces alternatives aux poursuites, il ne s'agit pas simplement de sanctionner, mais, également, d'exiger du groupe Airbus qu'il se mette en conformité face aux risques de corruption. En effet, au sein de la Convention judiciaire d'intérêt public, il était précisé l'obligation « pour la personne morale mise en cause de se soumettre, pour une durée maximale de trois ans et sous le contrôle de l'Agence française anticorruption, à un programme de mise en conformité »⁵². Si cette dernière a recours à des experts ou à des autorités qualifiées, nécessaires à sa mission de contrôle, les frais devront être supportés par le groupe Airbus jusqu'à « concurrence de la somme totale de 8 500 000 euros que la société s'engage à provisionner et à consigner par virement sur le compte du contrôleur budgétaire et ministériel dans un délai qui sera fixé par l'Agence »⁵³. Ce contrôle semble reposer exclusivement sur la France, à la lumière du mutisme des *Deferred Prosecution Agreement* britannique et américain. Pour autant, cette transaction étant tripartite, la Convention prévoit des « remontées d'informations » du Parquet national financier vers ces deux autorités étrangères quant au déroulement de la mise en conformité⁵⁴.

Néanmoins, si « la personne morale mise en cause ne justifie pas de l'exécution intégrale des obligations prévues, le procureur de la République met en mouvement l'action publique, sauf élément nouveau »⁵⁵. Dans cette hypothèse, il ne s'agit pas d'une d'option pour l'autorité de poursuite, mais d'une obligation pour elle de déclencher l'action publique⁵⁶. Or, en pratique, cette dernière y est-elle réellement contrainte ? Comment cet impératif s'articule-t-il dans le cadre d'une transaction tripartite ? Les obligations déjà exécutées doivent *a priori* être prises en compte⁵⁷. De surcroît, même si le parquet y est légalement contraint, dans les faits cette exigence de poursuite ne fait l'objet d'aucun recours ni sanction, laissant supposer son manque d'effectivité. Cette remarque vaut, en réalité, pour l'ensemble des alternatives aux poursuites

⁵² Le titre VII de la Convention intitulé « conformité ».

⁵³ §179 de la Convention.

⁵⁴ §180 de la Convention.

⁵⁵ Art. 41-1-2 III CPP.

⁵⁶ Le verbe « mettre » a effectivement été favorisé au verbe « pouvoir ».

⁵⁷ Art. 41-1-2 III CPP.

françaises. Quoi qu'il en soit, le groupe Airbus semble respecter la négociation au sein de laquelle il a pris part, ouvrant la voie à d'autres négociations de ce nouveau genre. Plus hypothétiquement, et pour des faits de corruption de fonctionnaires de l'Union européenne, les procureurs européens délégués français pourraient se retrouver au centre d'un tel accord⁵⁸. La justice pénale transactionnelle se pare donc progressivement d'un voile international pour faire face à une corruption toujours plus vigoureuse.

⁵⁸ Art. 40 du Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil, 12 oct. 2017, mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du parquet européen.